



L'affaire Enron, retour sur une grande arnaque financière

Actualité législative publié le **04/02/2025**, vu **55 fois**, Auteur : [Yanis MOUHOU](#)

L'affaire Enron reste l'un des plus grands scandales financiers de l'histoire moderne

L'affaire Enron est l'un des plus grands scandales financiers de l'histoire des États-Unis et a eu des répercussions mondiales. Cette fraude comptable a mené à la faillite de l'entreprise Enron, à des pertes colossales pour les investisseurs et les employés, et à un durcissement de la régulation des marchés financiers, notamment avec la création de la loi Sarbanes-Oxley. Cet article juridique retrace les événements de l'affaire Enron, ses implications juridiques et les réformes qui ont suivi.

1. Présentation de l'affaire Enron

Enron Corporation était une entreprise américaine de production et de distribution d'énergie, fondée en 1985 par Kenneth Lay. À ses débuts, Enron a connu une croissance rapide, devenant l'une des plus grandes entreprises énergétiques au monde. Elle se distinguait par son modèle économique novateur, axé sur les échanges de contrats à terme d'énergie, la gestion des risques et la création de marchés pour le gaz naturel et l'électricité.

Cependant, Enron a déployé des pratiques comptables frauduleuses pour masquer ses dettes et exagérer sa rentabilité. Ce système de manipulation comptable a été mis en place par plusieurs dirigeants de l'entreprise, notamment Jeffrey Skilling, l'ancien PDG, et Andrew Fastow, le directeur financier.

2. Les pratiques frauduleuses et la manipulation des comptes

La fraude a principalement consisté à **utiliser des structures off-balance sheet** (hors bilan), des sociétés écrans créées à des fins de gestion de dettes et de revenus. Ces sociétés étaient utilisées pour cacher des dettes massives et gonfler artificiellement les bénéfices d'Enron.

Enron a mis en place des **transactions complexes** dans le but de masquer l'endettement réel de l'entreprise. Les dirigeants ont utilisé des *Special Purpose Entities* (SPE), c'est-à-dire des entités juridiques distinctes, pour transférer des dettes et des risques financiers hors du bilan d'Enron, créant ainsi l'illusion de rentabilité et de stabilité.

Une autre fraude majeure concernait la manipulation des résultats financiers. Enron a utilisé des méthodes de comptabilité douteuses, telles que la **mark-to-market accounting**, permettant d'enregistrer des profits sur des contrats non réalisés, c'est-à-dire sur des contrats futurs sans garantie qu'ils seraient effectivement exécutés.

3. Le rôle des auditeurs : Arthur Andersen

Une autre dimension importante de l'affaire Enron réside dans le rôle du cabinet d'audit **Arthur Andersen**, l'un des cinq plus grands cabinets d'audit du monde à l'époque. Arthur Andersen a été accusé de complicité dans la fraude, car il a certifié les états financiers d'Enron malgré des irrégularités évidentes. En raison de cette complicité, le cabinet a perdu sa réputation et a vu ses activités s'effondrer. Arthur Andersen a également été accusé d'avoir détruit des documents comptables liés à Enron pour cacher la fraude.

4. Le déclenchement de la crise et la faillite d'Enron

La crise a éclaté en 2001, lorsque des journalistes et des analystes financiers ont commencé à poser des questions sur les pratiques comptables d'Enron. La chute d'Enron a été précipitée par la dévaluation de ses actions, une perte de confiance de la part des investisseurs, et des révélations sur ses pratiques frauduleuses.

Le 2 décembre 2001, Enron a annoncé qu'elle allait devoir reclasser ses états financiers des années précédentes, reconnaissant ainsi des pertes importantes non divulguées. Le lendemain, l'entreprise a déposé le bilan en vertu du **Chapitre 11 de la loi sur les faillites américaines**, ce qui a marqué la fin de l'une des plus grandes entreprises énergétiques du monde.

5. Conséquences juridiques et impact sur les parties prenantes

a. Les victimes de la fraude

Les principales victimes de l'affaire Enron ont été les **actionnaires** et les **salariés** de l'entreprise. Les actionnaires ont perdu des milliards de dollars, tandis que les employés ont vu leurs économies de retraite fondre, car leurs fonds de pension étaient investis en actions d'Enron.

Les investisseurs ont également poursuivi l'entreprise et ses dirigeants en justice pour fraude. Des poursuites collectives ont été lancées, notamment contre **Kenneth Lay** (le fondateur d'Enron), **Jeffrey Skilling** (l'ancien PDG), et **Andrew Fastow** (le directeur financier).

b. Les poursuites judiciaires contre les dirigeants d'Enron

Les dirigeants d'Enron ont fait face à des accusations de fraude, de manipulation des marchés et de conspiracy. **Jeffrey Skilling** et **Kenneth Lay** ont été jugés pour leur rôle dans l'affaire. En 2006, **Jeffrey Skilling** a été condamné à 24 ans de prison (la peine fut réduite à 14 ans en appel), tandis que **Kenneth Lay** est décédé avant de pouvoir purger sa peine.

Andrew Fastow a coopéré avec les autorités et a accepté de plaider coupable à des accusations de fraude. Il a été condamné à six ans de prison.

c. La faillite d'Arthur Andersen

Le cabinet d'audit Arthur Andersen a également fait face à des poursuites judiciaires. En 2002, il a été reconnu coupable d'entrave à la justice pour avoir détruit des documents liés à l'affaire Enron. Cette condamnation a conduit à la fermeture du cabinet d'audit, qui a perdu son accréditation pour exercer aux États-Unis.

6. Réformes législatives post-Enron

L'affaire Enron a révélé de nombreuses failles dans la régulation des marchés financiers et dans la surveillance des entreprises. Elle a conduit à la mise en place de réformes législatives, notamment la loi **Sarbanes-Oxley** (SOX) en 2002. Cette loi visait à renforcer la transparence et la responsabilité des entreprises cotées en bourse.

Les principales dispositions de la **loi Sarbanes-Oxley** incluent :

- **La certification des états financiers** : Les dirigeants d'entreprise (PDG et directeurs financiers) sont désormais tenus de certifier l'exactitude des états financiers.
- **Le contrôle des sociétés d'audit** : La loi a créé le **Public Company Accounting Oversight Board (PCAOB)**, une entité indépendante chargée de surveiller les cabinets d'audit.
- **La protection des dénonciateurs** : La loi offre une protection juridique accrue pour les employés qui dénoncent des fraudes.